

***Les années 68 :
événements, cultures politiques et modes de vie***

Lettre d'information n°23

Séance du 17 mars 1997

Henri Lefèbvre et la critique radicale

par Michel Trebitsch

Robert Frank

Michel Trebitsch est chercheur à l'IHTP, il anime un groupe de recherche sur l'histoire des intellectuels avec Nicole Racine. Il a beaucoup travaillé sur Henri Lefebvre et va nous le présenter dans le contexte des années 1968 et non pas seulement par rapport aux événements de 1968.

Michel TREBITSCH

Cette intervention est pour moi l'occasion de tirer Henri Lefebvre de l'oubli surprenant dans lequel il a été plongé, et d'en profiter d'ailleurs pour faire quelques rectifications sur son parcours politique, tant d'erreurs ayant été véhiculées à ce sujet, non dénuées des potins du microcosme parisien. Mais après tout, ce qui caractérise la pensée de Lefebvre comme son itinéraire politique, n'est-ce pas d'avoir été sans cesse en marge et même, souvent, en porte-à-faux ?

Mon intervention porte d'abord sur une question qui n'a guère été soulevée, et qui fait partie de cette procédure d'oubli ou d'oblitération : l'influence d'Henri Lefebvre sur les idées de mai 1968. Problème réel, si l'on s'en tient aux principales publications sur le sujet. Plus on s'éloigne des années immédiatement postérieures aux « événements », moins apparaissent les références à Lefebvre. Son nom n'est même pas prononcé dans l'« approche historiographique » proposée par Michelle Zancarini-Fournel devant ce groupe le 6 novembre 1995, et encore moins mentionné son livre, publié dès 1968, *L'irruption de Nanterre au sommet*. Dans le catalogue *Mai 68. Les mouvements étudiants en France et dans le monde* réalisé par la BDIC

pour une exposition tenue en 1988 au Musée d'histoire contemporaine, seul Daniel Cohn-Bendit l'évoque dans son interview. Si ses oeuvres depuis 1945 sont signalées dans le bilan élaboré par *Le Débat*, *Les idées en France 1945-1988. Une chronologie* (1988), une coquille surprenante sur un sujet aussi important pour lui que l'« aliénation », le fait confondre par Pierre Nora avec l'historien Georges Lefebvre (p. 495). Il ne s'agit ici ni d'entreprendre une réhabilitation, ni même de chercher à tout prix une fermeté et une cohérence sans failles dans une pensée et un parcours complexes. On pourra expliquer l'oubli par une pensée souvent décrite comme confuse, par le désintérêt grandissant envers le marxisme auquel Lefebvre reste attaché, voire par les concurrences et les règlements de comptes académiques.

Mais cette interrogation sur la conjoncture courte de mai 1968 doit aussi se replacer dans une histoire intellectuelle plus vaste, une histoire des « idées de mai » qui reste à faire, tant elle dépend encore des effets de mode et des reconstructions *a posteriori*. Il me semble en effet qu'il est difficile d'éclairer la genèse idéologique de 1968 si l'on fait l'impasse sur des inflexions de plus longue durée, qui renvoient d'une part à l'évolution du champ des sciences sociales, d'autre part à des remises en cause plus politiques qui ont toutes à voir avec la question de la « révision du marxisme ». Je profiterai donc de cet exposé pour lancer quelques hypothèses sur l'évolution de la sociologie après-guerre et plus encore pour saisir de quelle manière le terrain de la sociologie a été propice au débat idéologique et politique. Car le champ politique est lui-même essentiel. Les tentatives de rupture avec le stalinisme et de renouvellement de la pensée révolutionnaire à partir surtout de 1956 ont pris la forme politique des schismes successifs des années 1960 et des essais de recomposition d'une gauche socialiste, mais aussi, sur le plan théorique, d'un discours révolutionnaire plus radical, appuyé partiellement sur les expériences cubaine et chinoise, couplé avec la retrouvaille qui se dessine avec l'avant-gardisme esthétique. C'est ce mouvement – qui commence avant mai 1968 et se poursuit pendant une partie des années 1970, accompagné d'ailleurs de tentatives inabouties de donner des applications pratiques à cette pensée de la rupture, notamment dans les actions violentes des courants « pro-chinois » anarchisants – que je désigne par la notion de « critique radicale ». Le mot n'est pas de moi, on le trouve dans Lefebvre et chez d'autres. Cette notion est fondée sur la double foi qu'il est possible, souhaitable, nécessaire, de faire la révolution mais en s'émancipant du modèle soviétique.

I. Un communiste romantique ? Henri Lefebvre jusqu'en 1959

Je distinguerai deux moments : la jeunesse intellectuelle de Lefebvre avant la guerre et ses rapports compliqués avec le parti communiste jusqu'en 1959, date de son exclusion.

La jeunesse intellectuelle d'Henri Lefebvre

Lefebvre a été communiste certes, mais pas tout de suite et par ailleurs il a été un communiste marginal toute sa vie. Sa jeunesse intellectuelle est marquée par l'expérience de l'avant-garde, c'est-à-dire par cette idée, si forte et si brève, autour de 1925, qu'il est possible d'associer la révolution politique et la révolution esthétique et que même, pour parvenir à la vraie révolution, il faut que les deux soient menées de pair. Elle mène, chez Henri Lefebvre, à un marxisme non orthodoxe dès l'avant-guerre.

Né en 1901 dans une famille petite-bourgeoise divisée et que la guerre de 1914-1918 déchirera, sa jeunesse est placée sous le signe d'un christianisme fébrile, hanté par Pascal et marqué par le philosophe Maurice Blondel, qui fut son premier maître. La rupture initiale d'Henri Lefebvre avec la religion déterminera tout son parcours ultérieur vers l'avant-garde puis vers le marxisme, scandé par une série de ruptures qui seront toutes, d'une certaine manière, répétition de cette « scène primitive ». Étudiant en philosophie à la Sorbonne en 1920, il participe aux aventures de « Philosophies », petit groupe lancé en 1924 par Pierre Morhange, dans lequel on trouve Georges Politzer, Paul Nizan, Georges Friedmann, et qui appartient à l'histoire des avant-gardes. Ils sont partis de l'idée qu'ils allaient faire « un trust des fois » (chrétiens, juifs), ils sont aux côtés des surréalistes en 1925 au moment où ceux-ci se politisent sur ce thème de la révolution esthétique et politique, ce qu'ils appelaient dans un tract resté célèbre « la révolution d'abord et toujours ». Cela les conduit, après une série d'évolutions que je ne puis retracer ici, au parti communiste en 1928.

Lefebvre sera membre du parti communiste pendant 30 ans. En 1928, le PC est un groupe étique et sans grande capacité théorique, et la petite équipe se fixe pour mission de faire de la théorie marxiste en fondant une maison d'édition et deux revues, dont la *Revue marxiste*, qui a introduit des textes méconnus de Marx, dont les fameux *Manuscrits de jeunesse* dont on reparlera beaucoup dans les années 1960. La tentative sera brève (1929), la *Revue marxiste* se termine par un scandale abracadabrant puisque Pierre Morhange va jouer l'argent de la revue, prêté par Georges Friedmann, à la roulette de Monte-Carlo et le perd ! En pleine reprise en mains idéologique du PCF et de ses intellectuels par Moscou, le groupe éclatera, les uns (Nizan, Politzer) devenant des intellectuels de parti, les autres s'éloignant (Friedmann) ou exclus (Morhange). Lefebvre, isolé en province, échappe aux foudres de l'exclusion mais ne deviendra jamais un intellectuel de parti. Marginalisé par sa propre vie quotidienne, l'obligation de gagner sa vie, l'éloignement de la capitale, il démarre alors son oeuvre de philosophe assez solitairement. *La conscience mystifiée* (1936) dont le coeur était la théorie de l'aliénation de la conscience dans le capitalisme, l'édition de morceaux choisis de Marx, de Hegel, mais aussi de Nietzsche, de textes philosophiques de Lénine, *Le matérialisme dialectique* : cette oeuvre d'avant-guerre se déploie dans les années 1930 essentiellement à côté du parti (et même des éditions du parti). La volonté de réconcilier le marxisme et la philosophie, de doter le marxisme d'un statut philosophique et même de constituer le marxisme comme théorie critique, comme philosophie et dépassement de la philosophie, ne coïncide ni avec la stalinisation

idéologique ni, à partir de 1936, avec la politique de réinvestissement du patrimoine philosophique des Lumières.

Ce sont pourtant tous ces ouvrages qui contiennent déjà en germe les principaux thèmes de la philosophie lefebvrienne d'après-guerre, notamment ceux qui seront au coeur de sa démarche dans les années 1960-1970 : l'aliénation, la critique de la vie quotidienne, la pensée de la totalité. Mais, avant la guerre, Henri Lefebvre est marginalisé à tous points de vue. Socialement et politiquement : non agrégé, contraint d'enseigner dans des petits collèges privés de province, à l'écart du milieu académique, en relations difficiles avec les principaux intellectuels de parti, il est certes un militant fidèle, mais sans écho. Malgré ses liens avec le milieu NRF, notamment Malraux, les seuls interlocuteurs qu'il ait avant guerre, les seuls qui se soient intéressés à son oeuvre, à la dimension « existentialiste » de son marxisme, ce sont les chrétiens, comme les Jésuites de la revue *Archives de philosophie* ou le courant personnaliste autour d'*Esprit*.

L'après-guerre

Lefebvre est suspendu par Vichy en 1941, il se réfugie dans le Sud, il termine la guerre capitaine FFI à Toulouse. Il sort donc du bon côté. C'est à cause des deux ans de l'immédiat après-guerre qu'est restée l'idée d'un philosophe communiste officiel. L'idylle avec la direction du PCF a duré deux ans, de 1946 à 1948, jusqu'au début de la guerre froide. Cela s'est traduit par une série de publications, dont certaines sont d'ailleurs des commandes commerciales. *L'Existentialisme*, l'un de ses principaux livres, publié en 1946, sert de base au parti communiste pour s'attaquer à Sartre, mais Lefebvre en profite pour participer à la campagne anti-Nizan lancée par Aragon. En 1947, il publie un ouvrage dont je vais beaucoup reparler et qui est peut-être son ouvrage central, creuset de la pensée critique des années ultérieures, *Critique de la vie quotidienne*. Cet ouvrage est lui-même le produit d'un certain nombre de travaux et de réflexions menés dès l'avant-guerre, notamment dans la revue *Avant poste* (1933) et d'une pratique sociologique sauvage dans les vallées pyrénéennes. En 1948, paraît son petit « Que-sais je ? », *Le Marxisme*, qui est encore aujourd'hui le best-seller des « Que-sais je ? » et qui servira de référence, comme son livre de 1939, *Le matérialisme dialectique*, à des générations d'intellectuels marxistes.

Mais il y a déjà malentendu avec la direction du PC, car ce qui intéresse Lefebvre, ce n'est pas la science prolétarienne telle que Jdanov la défend à partir de 1947, encore moins la paupérisation relative ou absolue qui est le grand débat des années cinquante, encore moins Lyssenko. Ce qui l'intéresse, c'est l'analyse de cette dégradation de la vie quotidienne dans le monde moderne, marquée par la séparation du sujet d'avec lui-même, par l'objectivation de l'objet réduit à la chosification, à l'objet perdant toute valeur esthétique, à la pauvreté du monde moderne. Dès 1948, le parti paralyse ses projets, pilonne un ouvrage déjà composé, *Méthodologie des sciences*, retarde sa *Contribution à l'esthétique* jusqu'en 1953. Et il est mis en cause à plusieurs reprises dans la *Nouvelle Critique*, pour son « néo-hégélianisme » et sa

prétention insupportable de préserver l'autonomie relative de la philosophie face aux impératifs politiques.

Cependant le processus de rupture avec le parti communiste est assez curieux, et pose la question, formulée par Edgar Morin dans *Autocritique* en 1958 : pourquoi est-il resté si longtemps au PCF ? De fait, à la différence des vagues successives d'intellectuels qui ont été exclus du parti ou s'en sont écartés depuis 1948, Lefebvre ne se manifeste dans aucune des grandes crises – coup de Prague, condamnation du titisme, affaire Kravtchenko, procès Rajk, complot des blouses blanches – ni même devant le séisme de 1956, XXe Congrès du PCUS puis, en octobre, intervention soviétique en Hongrie, alors qu'il a eu connaissance très tôt du rapport Khrouchtchev, dès février, lors d'un voyage en RDA à l'invitation de l'Académie des sciences de Berlin (cf. *Le Temps des méprises*).

Son problème, en définitive, n'est pas directement politique, il se situe sur le plan théorique. En ce sens, le premier choc direct remonte à 1955, à l'occasion d'une conférence sur Lukàcs à l'Institut hongrois de Paris où Lefebvre, tout en polémiquant avec Raymond Aron (*L'Opium des intellectuels*) et Merleau-Ponty (*Les Aventures de la dialectique*), rejette la thèse jdanovienne de la « science prolétarienne ». Attaqué dans la presse communiste, il écope d'un avertissement de la direction du parti qui empêche la publication de sa conférence. Le second choc se produit en 1957, autour d'un article essentiel pour toute la suite, « Le marxisme et la pensée française », qui dresse un bilan désastreux de la régression du dogmatisme stalinien. Publié dans la revue polonaise *Tworczość* à la fin 1956, paru en bonnes feuilles en juin 1957 dans *France-Observateur* et en juillet-août dans les *Temps modernes*, l'article lui vaut d'être exclu du comité de rédaction de la *Nouvelle Critique* avec quelques autres. Le troisième choc, décisif, sera, au début de 1958, la publication aux PUF d'un livre qui reprend et approfondit son analyse de 1957, *Problèmes actuels du marxisme*.

En même temps il est entré en contact avec les groupes oppositionnels internes au PCF, *L'Étincelle* dirigée par Victor Leduc, puis *Voies nouvelles* en 1958, et s'est lié dès cette époque avec le groupe d'*Arguments*, sur lequel je reviendrai. Parallèlement il a participé à un certain nombre de discussions sur la « nouvelle gauche » et la « nouvelle classe ouvrière » avec le milieu des *Temps Modernes* et de la gauche mendésiste (Bourdet, Martinet) autour du Club de la gauche, qui aboutiront à la fondation du PSA puis du PSU auquel Lefebvre n'adhéra jamais.

C'est tout cela qui lui est reproché. Mais c'est sur des motifs politiques qu'une procédure d'exclusion est entamée contre lui en juin 1958. On lui reproche son long « travail de désagrégation » par ses publications dans la « presse bourgeoise » (*L'Express*, *France-Observateur*, la *NRF*, *Les Temps modernes*), ses ouvrages « révisionnistes » (*Problèmes actuels du marxisme*), son « activité fractionnelle caractérisée » de participation au Club de la gauche et aux publications oppositionnelles (*Voies nouvelles*). Prononcée pour un an, l'exclusion sera de fait définitive : il ne reviendra jamais, malgré les perches tendues au début des années 1980 par un parti trop content, en ces temps de famine, de se mettre un dernier intellectuel sous la dent. Cette exclusion appelle deux remarques : l'une sur la

violence des attaques que le PCF déchaîne contre lui, lançant à la curée ses intellectuels ; l'autre, c'est que, quels qu'aient été les motifs officiels, Henri Lefebvre est un cas unique d'intellectuel, de philosophe, mis à l'écart pour ses idées. Althusser n'a pas été exclu, quant à Garaudy, c'est le membre du bureau politique qui a été évincé.

Entre temps, il a publié en octobre 1957 dans la *NRF* un autre article, moins attaqué par les « intellectuels de parti » et pourtant d'une autre portée théorique et appelé à un autre écho dans la décennie qui suivra, « Vers un romantisme révolutionnaire » qui, repris et retravaillé à plusieurs reprises, notamment dans *Introduction à la modernité* en 1962, inaugure sa phase de « critique radicale », lui permettant de sortir du parti communiste « par la gauche ». « Entré romantique, Lefebvre sort romantique » écrit Maurice Blanchot, dans le beau portrait qu'il fait de lui dans *L'Amitié* (« Lentes funérailles »). Dans ce texte, Lefebvre renoue avec l'idéal 1925 d'une révolution qui ne pourra aboutir que lorsqu'elle affectera non pas simplement les infrastructures économiques, mais aussi les mentalités, la culture, qui partira – d'où la notion de romantisme révolutionnaire – de la critique de la modernité qui est pour lui au coeur du romantisme du XIXe siècle, du refus du monde moderne. D'un romantisme qu'il faut orienter vers la production d'oeuvres, vers la production de l'homme lui-même, ce que Lefebvre, comme beaucoup de gens du temps du stalinisme, appelle « l'homme nouveau ».

Ce texte me semble essentiel car il permet de comprendre la procédure de rupture et les différentes évolutions dans lesquelles Lefebvre, à partir de 1956-1958, va s'engager. En effet – et j'en arrive à ce qui peut d'une certaine manière préparer mai 1968 – les années 1956-1968 peuvent être placées sous le signe du romantisme révolutionnaire.

II. Le romantisme révolutionnaire : 1956-1968

Je voudrais aborder trois questions autour de cette notion : la question de la révision du marxisme ; la sociologie ; et les situationnistes.

La révision du marxisme : le groupe de la revue *Arguments*

La rupture politique de 1958 croise pour lui une chronologie intellectuelle, qui remonte au moins à 1956 et qu'on peut faire aller jusqu'en 1962, sur le thème de la crise de l'orthodoxie communiste et de la révision du marxisme. C'est à partir des années 1960 qu'Althusser commencera à avoir un écho auprès de la jeunesse intellectuelle (sur le thème du « retour à Marx »). Avant cela, le point d'ancrage principal de cette remise en cause sera la revue *Arguments*, fondée en 1956 et autodissoute en 1962, animée en particulier par Edgar Morin, Jean Duvignaud, Kostas Axelos. « Bulletin de recherche » et non organe d'un groupe, cette revue réunit tous les penseurs exclus du PCF et un certain nombre de personnes venant de la gauche socialisante qui voulaient rénover le socialisme. Avant et après le xxe congrès, la

première démarche de ces intellectuels révolutionnaires a été de tenter de rénover le marxisme par tous les moyens. Lefebvre n'y publie lui-même que deux articles, et après son exclusion, l'un en 1959, « Justice et vérité » à propos de Nietzsche (n° 15), l'autre en 1962, « La signification de la Commune » (n° 27), sur lequel je reviendrai. Autour d'*Arguments* une nébuleuse essaye de repenser la société française, notamment avec la victoire de De Gaulle qui pose des problèmes un peu nouveaux, de repenser la civilisation moderne, le règne de la bureaucratie, de la technique, la « nouvelle classe ouvrière » (S. Mallet), le « travail en miettes » (G. Friedmann), de repenser les rapports internationaux en posant la question du tiers-monde.

Au nom d'une position méthodologique qui consistait à essayer de raisonner (c'est le sens même du titre de la revue *Ragionamenti*, la revue italienne qui a travaillé avec eux), de poser des questions et non pas d'essayer de proposer une ligne interprétative du marxisme, ils se sont interrogés sur un mot-clé, le mot « aliénation » redécouvert à travers le jeune Marx et Lukacs. *Le Dieu caché* de Lucien Goldmann, la thèse de Pierre Naville, *De l'aliénation à la jouissance*, *Mythologies* de Roland Barthes, tous ces ouvrages de 1956-1957, d'ailleurs contemporains de l'évolution des *Annales* vers la « longue durée », déplacent les interrogations vers la quotidienneté et la modernité. La contribution de Lefebvre à cette question sera, dans cette période, la longue introduction à la seconde édition de *Critique de la vie quotidienne* (1958) où il essaye d'examiner ce qui a changé de 1947 à 1958 dans le monde moderne et où il recentre sur cette question de l'aliénation.

Arguments s'ouvre aux courants étrangers (Ecole de Francfort, Lukacs, Marcuse, Kolakowski). A côté des différents mouvements qui tentent de réviser le marxisme en France, il faudrait en effet réintroduire une série de dimensions internationales. Je n'ai pas le temps de le faire pour le choc Algérie, le choc Cuba, le choc révolution culturelle chinoise, mais il faut signaler – ne serait-ce que parce que Lefebvre y a participé – l'importance d'un courant qu'on a très peu étudié, le courant yougoslave, autour de la question de l'autogestion. Ce courant, à partir de 1964, et pendant une dizaine d'années, va se concentrer autour d'un certain nombre de penseurs et de philosophes yougoslaves et de la revue *Praxis international* qui organise chaque année des colloques dans la presqu'île de Korçula où se retrouve vers 1964 le gotha international de la gauche critique, de Serge Mallet à Lucien Goldmann, de Milovan Djilas à Herbert Marcuse. Il y a donc une volonté de trouver une nouvelle voie révolutionnaire, non pas en quittant le marxisme mais en le rénovant.

La sociologie

À côté de ce courant politique, je voudrais, pour plusieurs raisons, revenir sur la sociologie. Tout d'abord, parce que Lefebvre, qui est philosophe de formation, va, à partir de l'après-guerre, faire une carrière professionnelle de sociologue. La deuxième raison c'est que mai 68 est pétri d'un double mythe reconstituteur : les sociologues, étudiants et enseignants, auraient été des moteurs essentiels du

mouvement de mai ; la sociologie aurait été un lieu de réflexion révolutionnaire parce qu'elle était une discipline dominée (voir *Les héritiers* de Bourdieu et Passeron dont c'était un des thèmes principaux ; Georges Pompidou écrit dans *Le noeud gordien* « la sociologie, discipline immature et sans débouché, a lancé le mouvement de mai 68 »). Je renvoie à la bibliographie et aux nombreux travaux sur l'histoire de la sociologie avant et après-guerre, qui montrent combien elle est un des lieux les plus intéressants de mythification de l'histoire disciplinaire (voir les numéros spéciaux de la *Revue française de sociologie* sur l'histoire de la sociologie depuis la fin du XIXe siècle qui participent eux-mêmes du mythe reconstituteur).

Après avoir été à Radio Toulouse, être retourné dans l'enseignement secondaire, Lefebvre se retrouve en 1948 parmi les six chercheurs nommés au Centre d'études sociologiques, laboratoire du CNRS, fondé en 1946 par Georges Gurvitch, auquel Georges Friedmann succédera dès 1949. Il faut dire un mot de Gurvitch, ce personnage atypique, qui représente à la fois le lien et la rupture avec l'héritage durkheimien, avec la sociologie du fait social. Venu de Russie, ce socialiste révolutionnaire s'est exilé en 1921, d'abord à Prague puis, en 1924, à Paris, où il passe son doctorat de philosophie, avant de devenir professeur à Strasbourg en 1935, où il a succédé à Maurice Halbwachs dans l'un des trois postes qu'il y avait avant-guerre (la sociologie n'existait pas véritablement comme discipline, du point de vue des cursus universitaires, c'était un certificat de philosophie – il faut attendre 1958 pour qu'il y ait une licence de sociologie). Exilé à New-York pendant la guerre (il travaille avec la New School for Social Research), Gurvitch en revient comme le premier introducteur de la sociologie américaine, qu'il combattra ensuite. Son ouverture internationale, son charisme personnel ont été souvent soulignés, mais, resté philosophe dans ses références et ses catégories, il ne sera jamais lui-même totalement intégré à sociologie française. C'est un des hommes-clés d'un réseau, celui de l'École pratique des hautes études (la VIe section, celle qui deviendra l'EHESS avec Lucien Febvre), du CNAM (Conservatoire national des arts et métiers), qui se fixe pour objectif, non seulement de pratiquer la renaissance de la pensée après la guerre, mais qui a aussi une certaine vision militante, notamment en lançant les grandes enquêtes de terrain, y compris à partir du modèle américain de l'École de Chicago. Les principaux acteurs de l'histoire de la sociologie française sont passés par ce petit centre. Les premiers membres du CES sont très peu nombreux, très divers, peu académiques, dotés d'un faible capital universitaire (peu sont agrégés). Leur recrutement a été le fait du hasard, de relations nouées dans la Résistance (Maucorps, Morin) et dans le militantisme – encore que deux d'entre eux viennent d'Uriage (Chombart de Lauwe, Dumazedier) – d'un intérêt pour la classe ouvrière, ce qui explique des spécialisations précoces en sociologie du travail (Friedmann), mais aussi en sociologie urbaine (Chombart de Lauwe) et même en sociologie religieuse (Le Bras, non sans influence des enquêtes leplaysiennes et non sans contact avec les militants chrétiens d'*Economie et humanisme*). En 1970, les professeurs de sociologie et leurs assistants sont tous passés par Gurvitch et Friedmann.

Sur l'ambiance, très politisée, du CES, on dispose d'ailleurs du témoignage d'un médiocre roman de Françoise d'Eaubonne, *Le temps d'apprendre à vivre* (Albin Michel, 1960), où Henri Lefebvre est dépeint sous les traits du philosophe marxiste Hervé Lefort. Il aura d'ailleurs un problème avec la direction du CNRS. En 1953 il donnait encore des gages au PCF, et il y a eu une « affaire Lefebvre ». Lors de Journées nationales d'études des intellectuels communistes, dans son rapport sur le Cercle des sociologues communistes, il s'attaque à la « sociologie policière » de la bourgeoisie qui met en fiches la classe ouvrière, et s'en prend nommément à Gurvitch et Friedmann (*Nouvelle Critique*, n° 45, avril-mai 1953). La réaction du CNRS est immédiate (il est vrai que nous sommes en pleine guerre froide) : il est renvoyé dans le secondaire. Lefebvre se défend dans un mémoire, « Protestation de M. Henri Lefebvre contre la fin de son détachement au CNRS », et une campagne orchestrée par le syndicat des chercheurs, emmené par Touraine et Morin, aboutit à sa réintégration et à sa titularisation comme maître de recherche en octobre 1954.

Au Centre, il s'est investi d'abord dans le secteur de la sociologie rurale, en créant en 1950 un Groupe de sociologie rurale où il réunit les meilleurs ruralistes français (D. Halévy, M. Cépède, L. Chevalier, R. Dumont) et en se lançant dans les enquêtes de terrain, en particulier, en 1950-1951, dans les campagnes toscanes. Pendant la guerre, il avait travaillé sur les vallées pyrénéennes, où il avait dépouillé les archives des communautés pastorales, y découvrant une sorte de « communisme primitif » qui avait imprégné sa rédaction de *Critique de la vie quotidienne*. De ces recherches, il tirera sa thèse de doctorat, soutenue en juin 1954 (son premier titre académique depuis son diplôme d'études supérieures obtenu 30 ans plus tôt en 1924 !). Son travail en sociologie rurale va avoir une influence sur toute une série de courants chrétiens agricoles, sur la JAC notamment. Il lutte à ce moment-là sur un double front : par rapport au parti communiste, il faut qu'il explique que la sociologie sert à quelque chose alors que dans cette période stalinienne la sociologie est considérée comme la science bourgeoise tandis que le marxisme serait la science prolétarienne. Face à la sociologie bourgeoise il faut qu'il essaye de développer l'idée d'une sociologie marxiste. L'essentiel de ses travaux tournera autour de la théorie de la sociologie.

Contrairement aux reconstructions rétrospectives, on s'aperçoit qu'au tournant des années 1950-1960 la sociologie n'est plus tout à fait ce qu'elle était en 1945-1946, lorsque Lefebvre entrait au CES. Elle s'institutionnalise, elle n'est plus dominée par la philosophie-reine comme elle l'était au lendemain de la guerre. C'est en 1958 qu'est créée une licence de sociologie et on voit se dessiner une rupture entre deux courants. L'un, que l'on pourrait appeler empirique, quantitativiste, c'est la sociologie des questionnaires, dont la figure de proue sera Jean Stoetzel, qui prend la direction du CES en 1956. Celui-ci va incarner la sociologie descriptive, typologique, classificatoire, qui se préoccupe d'expertise et va se mettre au service de la demande étatique au moment où la Ve République fonde un certain nombre d'institutions qui ont pour but de moderniser la France, dont la DATAR. L'autre courant, représenté par les mêmes personnages que l'on trouve à *Arguments*, a une vision beaucoup plus militante de la sociologie, avec des divisions très grandes, c'est

une sociologie qualitative pour laquelle la sociologie a non pas une fonction d'expertise au service du pouvoir, mais au contraire une fonction militante.

Lefebvre lui-même va passer progressivement de la sociologie rurale, où il sera relayé par Henri Mendras, à la sociologie urbaine et, plus largement, à une sociologie du quotidien : il fonde d'ailleurs dès 1960 au CES un Groupe de recherche sur la vie quotidienne. Ces choix qui assignent à la sociologie, contre la tendance dominante, une fonction critique, caractérisent sa posture dans le champ des sciences humaines comme dans le champ politique pendant toutes les années 1960 et 1970. Plus largement, ils incitent à un parallèle entre les débats sur la « révision du marxisme » et les débats sur la fonction de la sociologie. Ce sont en partie les mêmes auteurs qui s'y confrontent, Morin, Duvignaud, Balandier, Touraine, Naville. De même qu'*Arguments* sert de « sas de décompression » politique, pour reprendre une expression de Rémy Rieffel (*La tribu des clercs*, 1993), on peut dire que le CES et les *Cahiers internationaux de sociologie* servent de « sas de décompression » scientifique et culturelle à la sortie du stalinisme. Leurs interrogations préfigurent bien des interrogations soixante-huitardes : la mode, les besoins, les classes sociales, l'urbanisation, société technique et civilisation, tradition et continuité, sociologie des mutations, prévision en sociologie, critique de la modernité.

Les situationnistes

Entre temps, Lefebvre a quitté la recherche pour l'université. Élu professeur, il est appelé en octobre 1961 par le philosophe libéral Georges Gusdorf à la chaire de sociologie de la Faculté de Strasbourg, naguère détenue par Gurvitch. Il va y rester jusqu'en 1965, date à laquelle il sera élu à Nanterre. Immédiatement sa pratique universitaire se trouve en décalage car il crée un département de sociologie appliquée (association loi de 1901) qui a deux objectifs : l'autogestion, car ce sont les étudiants de 3e cycle qui sont chargés d'encadrer les groupes de travail ; et la vocation à passer des contrats avec des institutions publiques dans la région de l'Est, en particulier les services municipaux.

La réputation de Lefebvre auprès de la bourgeoisie strasbourgeoise est vite sulfureuse, comme il le rapporte lui-même dans ses souvenirs, et il est vrai que ses cours attirent de préférence les étudiants les plus disposés à la contestation. Il ne faudrait pas trop exagérer pourtant cette image mythique, et l'on trouve des traces multiples, notamment dans la presse locale, de ses contacts, dans cette vieille université de tradition théologique, avec les milieux étudiants chrétiens. Mais la présence de Lefebvre va cristalliser un certain nombre d'interrogations dans le milieu étudiant, d'autant plus qu'au moment où il arrive, Strasbourg est en pleine lune de miel avec les situationnistes. Sur ceux-ci, je ne prétends pas en connaître plus que tout ce que l'on peut retrouver dans l'*Internationale situationniste* qui a été rééditée, quelques travaux à ce sujet, et les mémoires de Lefebvre. Mais je voudrais montrer que, dans cette relation, il trouve une réponse aux interrogations des années soixante, « comment retrouver le chemin de la révolution », en renouant avec cette

utopie de la révolution totale qui est en même temps révolution politique et révolte de l'esprit ou encore « révolution culturelle ».

L'Internationale situationniste est elle-même l'héritière de plusieurs mouvements, notamment l'Internationale lettriste d'Isidore Isou et surtout le mouvement COBRA (Copenhague, Bruxelles, Amsterdam), né en 1948 et auto-dissous en 1951. Ce sont des courants en rupture avec le surréalisme, qui pensent que le surréalisme après-guerre a failli à sa tâche en se détachant du politique et qui veulent renouer les liens entre avant-gardisme et révolution politique. Lefebvre est en correspondance dès les années 1950 avec l'un des animateurs de COBRA, le poète belge Dotremont, et le peintre et architecte Constant (Neuwenhuys) sera très tôt marqué par *Critique de la vie quotidienne*, dont il s'inspirera pour ses premiers projets urbains de la *New Babylon*. Ces courants s'auto-dissolvent et vont converger pour fonder en 1957 l'Internationale situationniste autour de Guy Debord, Raoul Vaneigem, Asger Jorn et Constant. Elle fonctionnera comme les surréalistes avec un projet esthétique et politique et avec la pratique avant-gardiste typique de l'exclusion et de l'injure (sur 70 membres de l'Internationale répertoriés 45 ont été exclus et 25 ont démissionné).

Ce qui opère la rencontre c'est l'article d'Henri Lefebvre « Vers un romantisme révolutionnaire », publié en 1957 et la lecture dans tous ces groupes depuis les années cinquante de *Critique de la vie quotidienne*. Les relations entre Lefebvre et les situationnistes ont toujours été compliquées, elles ne sont pas de l'ordre de la filiation ou de l'affiliation et, comme le précisera l'IS lors de leur rupture, il n'a jamais été membre du mouvement. Ils ont été critiques dès la première mention de Lefebvre dans l'*Internationale situationniste* en juin 1958 : « Lefebvre nous propose une piste de critique du monde contemporain mais il ne nous propose pas de projet politique pour faire la révolution ». Mais la pensée avec laquelle les situationnistes dialoguent fondamentalement c'est celle d'Henri Lefebvre. Il y aura même un temps (évoqué dans *Le Temps des méprises*, 1975), de vie commune, de voyages, de séjours dans la maison pyrénéenne de Lefebvre, de collaboration véritable, puisque Lefebvre associera Debord aux travaux de son Groupe de recherche sur la vie quotidienne dans le cadre du CES. L'essentiel est dans cette réflexion mutuellement alimentée autour de la question-clé de la « vie quotidienne », et dont les principaux germes se trouvent déjà dans le livre de Lefebvre de 1947, mais grossis et développés dans la longue préface à la seconde édition qu'il en donne en 1958.

Les uns et les autres partagent d'abord l'idée que la vie quotidienne est commandée, dans le monde moderne, par le règne de la rareté et non pas de la richesse de la société de consommation. Que la vie quotidienne s'est décalée de l'historicité en pleine période d'industrialisation et d'accumulation, qu'elle s'est dégradée en quotidienneté uniforme et répétitive par sa séparation des grands cycles cosmiques, naturels, vitaux. Que l'individu est lui-même divisé (c'est le « capitalisme et schizophrénie » de Deleuze), séparé de lui-même et du monde dans le monde moderne. Cette aliénation peut se dire en termes de misère. Guy Debord vient faire un exposé devant le Groupe de recherche sur la vie quotidienne en 1961

dans lequel il lance l'expression « la vie quotidienne est littéralement “colonisée” » (n° 6, août 1961). Expression promise à un bel avenir : citée expressément par Lefebvre dans le second tome de *Critique de la vie quotidienne, Fondements d'une sociologie de la quotidienneté*, publié en 1961, elle se retrouvera en 1967 dans le manifeste *De la misère en milieu étudiant*, et parviendra même jusqu'à Habermas en 1981, dans sa *Théorie de l'agir communicationnel* qui comporte tout un chapitre sur la « colonisation de la quotidienneté ».

Deuxième lieu d'échange : la théorie même des situations. Dans le texte le plus théorique, « Théorie des moments et construction des situations » (n° 4, juin 1960), ils se définissent en effet par rapport à la « théorie des moments » comme actes libres de métamorphose et de création au sein du quotidien et pour le dépasser, développée par Lefebvre dans *La Somme et le reste*, sorte d'autobiographie d'une aventure philosophique. Pour lutter contre l'appauvrissement de la vie quotidienne, il faut construire sa vie comme une oeuvre, produire sa propre vie, et donc la braquer sur un certain nombre de moments privilégiés qui ne sont pas simplement des moments qui passent mais au contraire des constructions temporelles, existentielles, qui rompent avec la répétition de la réalité quotidienne. C'est avec cette théorie que Debord dialogue pour construire l'idée même de situations. Pour lutter contre la quotidienneté du monde moderne, il faut changer d'angle par une série de procédures qui s'inscrivent dans l'espace, de détournements, c'est ce qu'ils appellent la « dérive ». On prend la ville telle qu'elle est, uniforme et répétitive, on passe tellement vite d'un quartier à l'autre qu'on crée un effet d'accélééré et de flou qui rompt avec la quotidienneté. C'est le détournement, celui qu'on va retrouver dans la publicité, dans l'oeuvre d'art. Le lieu principal de cette expérimentation de la révolution dans la vie quotidienne, c'est la ville. D'où d'une part, l'idée de détourner la ville telle qu'elle est – et on retrouve là l'idée de la promenade surréaliste – et d'autre part, l'idée que la ville peut être le lieu d'un urbanisme expérimental. C'est une ville qui serait construite pour lutter contre l'uniformité, c'est une ville anti-Le Corbusier. Il faut tenter une architecture du labyrinthe, de la complexité, qui permet de ne pas prendre pour telle la réalité. Mais il y a divergence entre Lefebvre et les situationnistes sur ce qu'est l'utopie : utopie abstraite ou utopie concrète. Est-ce qu'expérimenter une ville différente c'est une utopie concrète qui fait rentrer déjà dans la révolution, ou bien est-ce que l'on en reste à un niveau de dessins d'architecte.

Dernier point sur lequel il y a entente, puis opposition, entre Lefebvre et les situationnistes, c'est la conception même de la révolution : comment faire la révolution, peut-on se contenter d'une multiplication d'expériences qui détournent la vie quotidienne, et passer au politique. C'est ce qui va se faire autour d'un livre publié en 1965 par Lefebvre, *La Proclamation de la Commune*. Les situationnistes supportent mal ses liens avec la revue *Arguments*, avec ce qu'ils appellent le « fumier argumentiste » qui refuse de penser la révolution esthétique, le projet. Or il faut qu'il y ait projet, utopie, pour parvenir à la révolution. En 1962 Lefebvre publie en « bonnes feuilles » dans *Arguments* quelques pages de ce qui va être son livre sur la Commune. Ces quelques pages, il les a demandées à Debord et Vaneigem, en

leur demandant de dire ce qu'était pour eux la Commune. Le thème clé c'est que la révolution fonctionne comme la critique de la vie quotidienne. La fonction de la révolution c'est de rompre avec le quotidien, de rompre avec la « nausée », pour employer un vocabulaire volontairement existentialiste. Ce qui rompt avec le quotidien c'est la fête, le carnaval comme inversion, donc la révolution est une fête : « La Commune a été la plus grande fête du XIXe siècle ». C'est autour de ce thème que va se faire la rupture car ils s'accusent de plagiat : Lefebvre aurait délayé des pages des situationnistes, ne les aurait pas cités. De plus, dans le second volume de *Critique de la vie quotidienne*, il écrit que ces situationnistes « manifestent la volonté de révolte de la jeunesse intellectuelle » – ce qui est insupportable pour eux, qui ne se considèrent pas comme une génération intellectuelle mais comme des révolutionnaires. Cela va aboutir à un tract injurieux « Aux poubelles de l'histoire », publié en 1963, où Lefebvre est accusé d'être un truqueur, voire un renégat, un « Versaillais de la culture ». Ce tract sera republié dans les quatre derniers numéros de l'*Internationale situationniste*. Lefebvre certes a délayé des pages, mais quand on reprend *Critique de la vie quotidienne* de 1947, on trouve au centre de son analyse l'idée que dans la paysannerie, les fêtes – religieuses ou non – étaient des moments de rupture avec la vie quotidienne. La notion est donc assez ancienne chez lui.

La rupture est donc antérieure à son départ de Strasbourg, autrement dit, les scandales situationnistes de Strasbourg, qui en feront avant 1968 une capitale de la contestation, ne lui sont pas imputables. Ces scandales visent d'ailleurs le département de sociologie et notamment, en 1965-1966, le cybernéticien Abraham Moles, qu'Henri Lefebvre avait pris comme assistant et que les situationnistes traitent de « robot conforme » s'adonnant à la « programmation des jeunes cadres ». Après plusieurs chahuts, ils l'empêchent en octobre 1966 de tenir le cours inaugural de sa chaire de psycho-sociologie. Le « scandale de Strasbourg », évoqué dans l'IS et dans la presse locale, est contemporain de la prise de pouvoir des situationnistes à l'UNEF.

Contactés par des étudiants élus régulièrement, mais sans perspectives politiques ou syndicales particulières (nous sommes en pleine crise du syndicalisme étudiant), ils s'emparent de l'Association fédérative générale des étudiants de Strasbourg (AFGES), en décident la dissolution et proposent de vendre les biens de l'UNEF (pour le motif que le syndicalisme ne sert à rien). Un jugement du tribunal, plaçant les biens de l'UNEF sous séquestre, les empêche de justesse de procéder à leur vente. Entre temps, les situationnistes ont dépêché sur place Mustapha Khayati, qui rédige au nom de l'AFGES un manifeste appelé à un certain retentissement, qui sera vite diffusé dans nombre d'universités, *De la misère en milieu étudiant, considérée sous son aspect économique, politique, psychologique, sexuel, et notamment intellectuel, et de quelques moyens pour y remédier*, publié en 1967. Nous sommes là en pleine critique radicale. C'est de 1967 que datent aussi les deux principaux textes situationnistes : *La société du spectacle* de Guy Debord et *Traité de savoir vivre à l'usage des jeunes générations* de Raoul Vaneigem.

III. Mai 68

Est-ce encore par la marginalité d'Henri Lefebvre qu'on peut expliquer la chappe d'oubli qui est tombée sur sa présence, son influence auprès des étudiants, son rôle au cours des événements de mai 1968 ? Silence des témoins, silence des historiens, qui ne mentionnent guère son petit livre, écrit à chaud dès 1968, *L'irruption de Nanterre au sommet*, ni pire ni meilleur que plusieurs de ses contemporains. Est-il un des maîtres à penser de 1968 ? La question doit se poser, me semble-t-il, en d'autres termes, qui s'opposent pour une bonne part aux analyses proposées par Alain Touraine dans son entretien publié dans le catalogue de la BDIC, « L'apparition d'une nouvelle sensibilité sur la scène politique » (pp. 82-86), qui me semblent fournir un cas presque caricatural de reconstruction *a posteriori*. Touraine y fonde toutes ses explications sur une dichotomie rudimentaire et gratifiante, entre les « enseignants irresponsables » et les rares clairvoyants présents surtout en sociologie, une sociologie marginalisée et contestataire par opposition aux disciplines plus nobles, ce qui lui permet de mettre en valeur son propre rôle, en effet important, mais en gommant toutes les contradictions, sa prudence initiale, son jeu ambigu entre les autorités académiques et politiques et le mouvement, son influence intellectuelle alors inexistante auprès des étudiants. Est-il besoin de préciser qu'il ne mentionne même pas le nom d'Henri Lefebvre.

Nanterre au sommet (1967-1968)

Nanterre, qui s'est ouverte en 1964, a été présentée par un certain nombre de témoins de ce moment-là comme une espèce d'abcès de fixation (voir le catalogue de la BDIC). « Nanterre La Folie-complexe universitaire » Ceux qui ont pratiqué Nanterre dans ces années-là n'ont pas oublié ce panneau indicateur de la petite gare de La Folie, qui reliait alors, avant le RER, la petite faculté à la grande ville. C'est à ce moment-là une fac, pas tout à fait finie, des bidonvilles, pas tout à fait disparus, pas de RER, une résidence universitaire, la seule qui soit sur un campus. Il y a eu beaucoup d'analyses de témoins sur le thème : « on a réuni dans ce lieu toutes les contradictions possibles pour que cela éclate ». Dans *L'irruption de Nanterre au sommet*, Lefebvre part lui aussi du « paysage désolé » de cette « Faculté parisienne hors Paris », mais ne s'en tient pas à la description du contraste. « La Faculté a été conçue selon les catégories mentales de la production et de la productivité industrielles [...] Les bâtiments disent le projet et l'inscrivent sur le terrain. Ce sera une entreprise, destinée à la production d'intellectuels moyennement qualifiés et de "petits cadres" pour cette société ». Serait-ce un lieu maudit ? C'est au contraire un vide, « l'anémique, le social extra-social » : l'absence, c'est le lieu « où le malheur prend forme ». « La Ville, au loin – passée, absente, future – prend une valeur *utopique* pour des garçons et des filles installés dans l'*hétérotopie* génératrice de tensions, d'images fascinantes ». Sur place, c'est la double ségrégation, fonctionnelle et sociale, industrielle et urbaine, qui enferme la culture dans un ghetto, réduit au minimum la fonction d'habiter, maintient « les séparations

traditionnelles – entre garçons et filles, entre travail, loisir et vie privée » et qui va faire du moindre contrôle et des bâtiments emblématiques, la Cité, la Tour administrative, les symboles de la répression. Autrement dit, débordant l'analyse psycho-sociologique de la révolte contre le père, contre l'autorité, du conflit des générations, Lefebvre propose de lire « une crise autrement profonde qui va de la vie quotidienne aux institutions et à l'Etat qui tient l'ensemble » (pp. 115-118).

Lefebvre est nommé à Nanterre en 1965. Rejoint par Michel Crozier, François Bourricaud, Alain Touraine, il s'entoure d'assistants qui ne sont pas tous agrégés, Henry Reymond, René Lourau qui vient de la pédagogie institutionnelle de Lapassade et Jean Baudrillard. Cette petite équipe va prendre en mains un département de sociologie indiscutablement agité : les enseignants et les étudiants de sociologie ne sont pas très conventionnels. Il n'est pas tout à fait niabile que, tant chez les enseignants que chez les étudiants, les sociologues aient joué un rôle important dans les « événements ». On a assez souvent signalé que les étudiants de sociologie sont particulièrement dynamiques à Nanterre, y compris dans l'UNEF exsangue : c'est un jeune sociologue militant chrétien, Philippe Meyer, qui lance le mouvement contre la sélection, et on ne rappellera pas le rôle de Dany Cohn-Bendit. Pour autant, il faut plutôt insister sur la mythification, du lien entre sociologie et contestation.

Henri Lefebvre en 1968

Il y a un paradoxe Lefebvre en 1968, surtout par rapport au silence actuel. Alors que ses contemporains, en tout cas ses collègues les plus opposés à l'agitation, ont cru déceler en lui le *deus ex machina* des troubles nanterrois, Lefebvre est assez peu visible au cours des événements, et il disparaît pratiquement de la scène à partir du mois de mai 1968, lorsque la dramaturgie principale se transporte à Paris. Son influence n'est pourtant pas niabile, dès avant 68. Il y a d'abord l'aura d'un prof non conventionnel, qui conviait tous les vendredis ses assistants et des étudiants à banqueter dans son bureau, la fascination pour le spectacle très construit de Lefebvre en chaire, aux beaux temps de la pédagogie institutionnelle et des séminaires de Lacan. Il y a certainement aussi l'influence de ses idées, de ses livres nombreux, dont plusieurs sont des manuels du supérieur (collection « Sup » aux PUF). D'autant qu'il joue de sa réputation sulfureuse, sans qu'on puisse parler de quelque paternité que ce soit. Ainsi, en 1966-1967, il fait un cours sur « Sexualité et société » qui est contemporain des premiers affrontements à la résidence universitaire pour que les garçons obtiennent le droit d'aller dans le bâtiment des filles. Cohn-Bendit reconnaîtra à plusieurs reprises, à côté de l'influence de *Socialisme et Barbarie*, des textes anarchistes et situationnistes, sa dette envers Lefebvre. Dette purement intellectuelle, car Lefebvre, détaché de tout appartenance politique, n'a pas de relation ès qualités avec les « groupuscules », trotskistes, maoïstes, anarchistes, situationnistes, qui se partagent le campus à partir de 1966-1967.

L'agitation commence à Nanterre en mars 1967 par l'occupation du bâtiment des filles, mais c'est surtout à la rentrée de novembre, que le mouvement

lancé sur la question des équivalences entre anciens et nouveaux diplômés de premier cycle, prend pour thème-clé, notamment à l'initiative de Philippe Meyer, la lutte contre la sélection. Très rapidement, les enseignants de sociologie appellent à la grève et la fameuse agitation commence dès la fin novembre avec la rupture, en liaison avec la crise du syndicalisme, des méthodes traditionnelles de lutte des étudiants qui inaugurent la technique de l'occupation des locaux, y compris administratifs, et imposent plus ou moins (le doyen Grappin a accepté le dialogue) des structures de discussion. Lefebvre, accusé par ses collègues de fomenter la révolte, jouera un rôle lors de l'Assemblée de Faculté extraordinaire réunie le 25 en présence d'une délégation étudiante, qui aboutira à la mise en place de comités paritaires (*Génération*, p. 390). Dans ce grand meeting permanent qui se tient désormais à Nanterre où règnent les « enragés » porteurs des slogans provocateurs, il est physiquement très présent, participant aux réunions paritaires comme à l'agitation culturelle dans cette ambiance de happening et de fête qui préfigure mai, notamment, par exemple, lors de la venue du Living Theatre en décembre (*Le Temps des méprises*, p. 117) ou, en mars 1968, lors de la conférence de Mme Revault d'Allonnes sur *La révolution sexuelle* de Reich.

En janvier, Cohn-Bendit est menacé de renvoi après l'épisode célèbre de la piscine où il avait interpellé le ministre François Misoffe, dont le « Livre blanc » sur la jeunesse était silencieux sur la sexualité. Une manifestation de soutien, qui dénonce de prétendues « listes noires » contre les étudiants, tourne à l'émeute et aux agressions contre le doyen Grappin. Lors du Conseil universitaire et de l'Assemblée générale de la Faculté réunie le 27, Lefebvre, tout en condamnant les violences, prend la défense de Cohn-Bendit et dénonce à son tour les « listes noires » (*Génération*, pp. 400-401). L'agitation, qui n'a pas cessé, notamment en février à la résidence, débouchera, on le sait, le 22 mars, sur l'occupation du bâtiment administratif pour protester contre l'arrestation d'étudiants ayant manifesté contre la guerre du Vietnam et sur la formation du Mouvement du 22 mars. Le doyen décide la fermeture de la Faculté en avril, à la veille des vacances de Pâques. Mais l'agitation reprenant de plus belle après les vacances, il demandera derechef la fermeture le 2 mai. On connaît la suite. L'occupation se déplace à la Sorbonne, violemment évacuée par la police les 3 et 4 mai, ce qui donne le signal du cycle des grandes manifestations et des barricades à partir du 6 mai. Le lundi 8, Cohn-Bendit et sept autres étudiants de Nanterre sont convoqués pour les troubles du 2 mai devant le Conseil de discipline de l'Université de Paris qui réunit, sous la présidence de Robert Flacelière, directeur de l'ENS, les doyens des facultés. Quatre enseignants viennent défendre les étudiants : Henri Lefebvre, Guy Michaud, Paul Ricoeur et Alain Touraine... Après cela, on ne voit plus Lefebvre. Nanterre était-il devenu si inaccessible avec les grèves de transport ? Mais on ne le verra guère plus à la Sorbonne ou à l'Odéon, encore moins juché sur une caisse à Billancourt. Selon son propre témoignage, il aurait participé à une soirée très dramatique à la télévision, le soir du 13 mai, avec tous les leaders du mouvement, mais dans une émission qui n'eut jamais lieu car il manquait un « représentant de la classe ouvrière » (*Le Temps des méprises*, p. 120).

Les idées de mai

Il faut faire un lien entre l'idéologie de mai 68 et ce qui s'est produit en sociologie au sens où cette discipline m'apparaît comme un des creusets de la réflexion critique. Le thème-clé, parce qu'appuyé sur une pratique professionnelle, c'est le thème de la critique de la vie quotidienne et de la lecture que Lefebvre en retire de la modernité. La modernité apparaît à Lefebvre fondamentalement non pas comme la domination des grandes puissances économiques, même pas comme l'avènement d'une bureaucratie étatique, mais comme ce qui a déshumanisé, aliéné l'homme. Le projet révolutionnaire fondamental, qui tourne autour de ces notions de fête, de rupture de la vie quotidienne, de détournement, a pour objectif ultime de refonder l'homme. Ainsi, c'est autour de la notion de critique radicale qu'on peut caractériser l'apport d'Henri Lefebvre, non seulement son éventuelle influence sur mai 68, mais plus profondément l'originalité d'une démarche remontant pour une grande part à l'avant-guerre. Dans la posture critique, qui l'apparente à tout le courant de la théorie critique (les marxistes non orthodoxes), il y a à la fois la notion de crise et celle d'une attitude systématique de refus d'admettre le donné pour tel. Dans la posture radicale, au sens des *radicals* américains, il y a la conception, permanente chez lui depuis l'expérience avant-gardiste des années 1920, d'une révolution conçue en termes de totalité. Or, c'est bien sur ces deux thématiques qu'il rencontre, sinon qu'il influence la contestation de 1968 et son aspiration à la globalité. Derrière la notion de « révolution culturelle », de prise de pouvoir symbolique, de prise de parole, tous ces mots qui tentent de rendre compte du « mystère 68 », Lefebvre décèle une innovation, incompréhensible et inacceptable à toute pensée orthodoxe de la révolution : les « infrastructures » économiques et sociales n'ont pas été renversées, le pouvoir d'Etat est resté sur ses bases, mais ce sont les « superstructures » intellectuelles, morales, psychologiques qui se sont effondrées, et il n'est pas loin de penser que là est l'essentiel.

Dans *L'irruption de Nanterre au sommet*, Henri Lefebvre distingue trois tendances dans l'idéologie de mai 68 : les « archaïques », le parti de l'ordre qui rejette la subversion et les dogmatiques du type Althusser ; les « modernistes », principaux récupérateurs du mouvement ; et enfin les « possibilistes », plus préoccupés des virtualités que du réel, prêts à dépasser le réel, à proclamer le primat de l'imagination sur la raison. Et l'on se doute bien que c'est dans cette catégorie que Lefebvre se range lui-même. Dans son approche historiographique, Michelle Zancarini-Fournel distingue, quant à elle, trois configurations historiographiques successives. La première, celle des interprétations à « chaud », n'oppose pas seulement les interprétations défavorables (Aron) aux interprétations favorables ou plus détachées, mais aussi les analyses insistant sur « l'utopie libertaire », antiautoritaire et spontanéiste (Touraine), la « brèche », la référence à la Commune (Morin, Castoriadis), à celles mettant en avant, par-delà l'archaïsme lexical et symbolique, la dimension démocratique de la révolte (Lefort, Certeau). La seconde configuration, celle des philosophes au milieu des années 1980, oppose schématiquement ceux (Ferry, Renault) qui voient dans mai l'aboutissement de

l'anti-humanisme théorique et du structuralisme (Althusser, Foucault, Lacan) et ceux qui distinguent au contraire dans le mouvement l'avènement de la subjectivité et de l'individu, voire de l'« ère du vide » (Lipovetsky). Une troisième configuration, dominée par les historiens, après le temps des commémorations (*Le Débat*, *Le Mouvement social*, *Vingtième siècle*, *BDIC*), aboutirait à des conclusions plus mesurées, insistant notamment sur la polysémie de mai 68, dont les aspirations profondes répondaient à une double tendance au spontanéisme, au rejet de toute doxa, d'un côté, et au dogmatisme, au besoin de rigueur théorique de l'autre. C'est cette tendance contradictoire, cette contradiction intime de tout le mouvement de mai qui expliquerait qu'on puisse le lire, à la manière d'un Henri Weber, comme une révolution manquée et une réforme réussie.

Je voudrais, quant à moi, proposer encore une autre grille de lecture, qui permet de replacer la pensée de Lefebvre dans un courant remontant profondément dans le xxe siècle français et que l'on pourrait appeler les « pensées de l'existence ». Je renvoie ici à un texte connu de Michel Foucault, « La vie : l'expérience et la science », dans l'hommage à Canguilhem paru dans la *Revue de métaphysique et de morale* en 1985. « Ôtez Canguilhem », écrivait Foucault, et vous ne comprenez plus grand-chose à Althusser, à Bourdieu, à Lacan, ni à « tout le débat d'idées qui a précédé ou suivi le mouvement de 68 ». Selon Foucault, revenir sur Canguilhem conduit à une relecture totale du paysage philosophique français, en déterminant une ligne de partage entre une philosophie de l'expérience, du sens, du sujet, donc de l'« engagement » (Sartre, Merleau-Ponty), et une philosophie du savoir, de la rationalité et du concept (Cavaillès, Koyré, Bachelard, Canguilhem), plus théoricienne, plus éloignée des interrogations politiques immédiates, même si ses principaux représentants se sont directement engagés dans la Résistance. C'est bien cette ligne de partage qui place du côté du concept et donc aussi du risque du savoir absolu, le structuralisme, Althusser, Lacan, voire Bourdieu et du côté de la philosophie du sens Lefebvre, mais aussi Marcuse ou l'Ecole de Francfort, non sans admettre des glissements et doubles appartenances, comme chez Deleuze et Foucault lui-même. Mais surtout, c'est cette ligne de partage qui me semble traverser tout aussi bien l'histoire de la sociologie après-guerre, opposant les tenants d'une sociologie quantitative et scientifique (ce qui rapproche curieusement un Stoezel et un Bourdieu, lui-même élève de Raymond Aron) et les tenants d'une sociologie plus directe, qualitative, héritiers de Le Play ou militants de l'enquête orale, que le mouvement de mai 68 lui-même, qui voit coexister (pas forcément pacifiquement) le spontanéisme et le dogmatisme, l'illusion lyrique et la recherche de nouvelles formes d'organisation.

La pensée de Lefebvre se rattache indiscutablement à cette philosophie du sens, du sujet, de l'existence, qui imprègne elle aussi la pensée 68, bien plus fortement, cela est certain, que l'anti-humanisme théorique. C'est ce courant profond qui l'a conduit à la rupture avec le parti communiste, au côtoiement des situationnistes, et qu'il prolongera au moins jusqu'au milieu des années 1975, dans des ouvrages et des articles désormais dominés par quelques thèmes fondamentaux : la critique de la civilisation technicienne, cybernétique, et de l'aliénation qu'elle

provoque, qui le rapproche du Marcuse de *L'homme unidimensionnel*, le rejet de l'idéologie structuraliste, la pensée de la ville, de la révolution urbaine et de la production de l'espace, comme un des lieux fondamentaux où demeure ouvert le champ des possibles révolutionnaires. Dans cette pensée de la quotidienneté et de la modernité, toute la place de Lefebvre a été reconnue, mais ailleurs qu'en France, dans le monde anglo-saxon, grâce aux travaux de Perry Anderson, Mark Poster, Michael Kelly, en Italie, en Amérique latine et peut-être surtout en Allemagne, au cours des années 1970, en liaison avec l'émergence du mouvement alternatif.

DISCUSSION

Robert Frank

Cette fresque sur Lefebvre est tout à fait stimulante pour réfléchir sur « la pensée 68 », si l'on peut employer l'expression. Il est intéressant de voir comment Lefebvre dans le cadre d'une philosophie de la vie quotidienne, d'une réflexion sur le détournement et donc sur la révolution, met en place bien des mouvements que l'on verra autour des années 1968.

Quel est le réseau international de Lefebvre ?

Michel Trebitsch

Il a eu un impact en Amérique latine, notamment au Mexique ; des liens avec les milieux autogestionnaires yougoslaves ; avec l'université de l'ONU qui est une sorte d'université fictive. Il a eu une influence directe en Allemagne, où le mouvement alternatif s'est inspiré d'un certain nombre de thèmes de Lefebvre.

Danièle Tucat

On trouve chez les jeunes squatters qui se sont installés dans le Larzac en 1975 et qui sont maintenant des quadragénaires, une réflexion sur la vie quotidienne et une rupture radicale sur ce plan. Mais ce n'est pas du tout le même esprit que les communautés utopiques.

Jean-Philippe Legois

Lefebvre a-t-il mené à Strasbourg ou à Nanterre des pratiques alternatives en pédagogie ?

Michel Trebitsch

Chez Lapassade et chez Lourau il y a une volonté pédagogique d'antipédagogie, il n'y a pas chez Lefebvre de projet pédagogique. Mais il y a un spectacle Lefebvre en cours. Ce n'est pas un universitaire, c'est un grand intellectuel qui vient faire des conférences. Ce n'est pas Levi-Strauss, ni Barthes, il est à côté du champ parisien – il publie chez Gallimard mais la grande production de cette période il la publie aux éditions Anthropos .

BIBLIOGRAPHIE

I. Généralités

– Ouvrages (autobiographiques) d'Henri Lefebvre :

La Somme et le reste, Paris, La Nef de Paris, 1959, 2 vol. (rééd. Méridiens-Klincksieck, 1989).

Le temps des méprises, Paris, Stock, 1975, (coll. « Les grands leaders »)

– Études :

Rémi Hess, *Henri Lefebvre et l'aventure du siècle*, Paris, A. M. Métailié, 1988, (coll. « Traversées ») (nombreuses erreurs).

Nicole Racine, « Henri Lefebvre », in J. Maitron (dir.), *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*, t. 34, Paris, Editions ouvrières, 1989.

II. Avant-guerre

Daniel Lindenberg, *Le marxisme introuvable*, Paris, Calmann-Lévy, 1975 (rééd. UGE, 1979, coll. « 10/18 »).

Michel Trebitsch, « Philosophie et marxisme dans les années trente : le marxisme critique d'Henri Lefebvre » in Régine Robin (dir.), *L'Engagement des intellectuels dans la France des années trente*, Montréal, UQAM, 1990.

III. Le PCF

– Henri Lefebvre :

« Le marxisme et la pensée française » *Les Temps modernes*, n° 137-138, juillet-août 1957.

« Vers un romantisme révolutionnaire », *NRF*, n° 59, octobre 1957.

Problèmes actuels du marxisme, Paris, PUF, 1958 (4e éd., 1970, coll. « Initiation philosophique »).

– Autres :

Edgar Morin, *Autocritique*, Paris, Seuil, 1958, rééd. (coll. « Politique », 1975).

Dominique Desanti, *Les Staliniens*, Paris, Fayard, 1975.

Jeannine Verdès-Leroux, *Au service du parti. Le parti communiste, les intellectuels et la culture (1944-1956)*, Paris, Fayard/Minuit, 1983.

Jeannine Verdès-Leroux, *Le Réveil des somnambules. Le parti communiste, les intellectuels et la culture (1956-1985)*, Paris, Fayard/Minuit, 1987.

IV. Sociologie

Terry Clark, *Prophets and Patrons : The French University and the Emergence of the Social Science*, Cambridge Mass., Harvard UP, 1973.

Phillip Bosserman, « Georges Gurvitch et les Durkheimiens en France, avant et après la Seconde Guerre mondiale », *Cahiers internationaux de sociologie*, vol. LXX, janvier-juin 1981.

Alain Drouard, « Réflexions sur une chronologie : le développement des sciences sociales en France de 1945 à la fin des années soixante », *Revue française de sociologie*, vol. XXIII, janvier-mars 1982.

« Reconstructions de la sociologie française (1945-1960) », *Revue française de sociologie*, vol. XXXII, 3, juillet-septembre 1991 (notamment Jean-Michel Chapoulie, John Heilbron, Jean-René Tréanton).

« Les commencements des *Cahiers*. Une anthologie », *Cahiers internationaux de sociologie*, vol. 101, juillet-décembre 1996.

V. Situationnistes

– Henri Lefebvre :

Introduction à la modernité, Paris, Editions de Minuit, 1962, (coll. « Arguments »).

La Proclamation de la Commune, Paris, Gallimard, 1965.

– Autres :

Guy Debord, *La société du spectacle*, Paris, Buchet-Chastel, 1967.

Raoul Vaneigem, *Traité de savoir-vivre à l'usage des jeunes générations*, Paris, Gallimard, 1967.

Richard Gombin, *Les origines du gauchisme*, Paris, Seuil, 1971

Internationale situationniste, 1958-1969, réimpression fac-similé, Paris, Champ libre, 1975.

VI. Nanterre et mai 68

– Henri Lefebvre :

Position : contre les technocrates, Paris, Gonthier, 1967 (rééd. *Vers le cybernanthrope, contre les technocrates*, Paris, Denoël-Gonthier, 1971, (coll. « Médiations »).

La vie quotidienne dans le monde moderne, Paris, Gallimard, 1968, (coll. « Idées ».

L'irruption de Nanterre au sommet, Paris, Anthropos, 1968.

La révolution urbaine, Paris, Gallimard, 1970, (coll. « Idées »).

La fin de l'histoire, Paris, Editions de Minuit, 1970, (coll. « Arguments »). *Le manifeste différentialiste*, Paris, Gallimard, 1971, (coll. « Idées »).

L'idéologie structuraliste, Paris, Seuil, 1975, (coll. « Points »).

– Études :

Epistemon (Didier Anzieu), *Ces idées qui ont ébranlé la France (Nanterre, novembre 1967-juin 1968). Comprendre les étudiants*, Paris, Fayard, 1968.

Jean-Pierre Duteuil, *Nanterre 1965-66-67-68, vers le mouvement du 22 mars*, Mauléon, Ed. Acratie, préface de D. Cohn-Bendit, 1988.

Geneviève Dreyfus-Armand et Laurent Gervereau (dir.), *Mai 68. Les mouvements étudiants en France et dans le monde*, Nanterre, BDIC, 1988.

Hervé Hamon, Patrick Rotman, *Génération. Les années de rêve*, Paris, Seuil, 1988.

Pascal Dumontier, *Les situationnistes et mai 68 : théorie et pratique de la révolution (1966-1970)*, Paris, Lebovici, 1990.